

Les étudiants valaisans à Bologne et la réception du droit romain au XIII^e siècle dans le diocèse de Sion

SVEN STELLING-MICHAUD

Les relations des diverses parties de la Suisse actuelle avec l'université de Bologne, *mater et nutrix legum*, remontent probablement aux origines mêmes de l'ancienne école de droit qui fut, du XII^e au XVI^e siècle, le centre des études juridiques en Europe. Dès le milieu du XIII^e siècle, et sans doute déjà plus tôt, les étudiants originaires de nos régions occupaient une place importante dans l'auditoire des illustres canonistes et civilistes qui, d'Accurse à Bartole, créèrent la science du droit moderne et formèrent l'esprit juridique de l'Europe. C'est auprès de ces maîtres que nos juristes, clercs et laïcs, entrèrent pour la première fois en contact avec l'ensemble des monuments du droit de Justinien.

Il y eut alors, au milieu du XIII^e siècle, dans les pays de droit coutumier situés au nord des Alpes, une réception partielle du droit romain ou droit commun (*jus commune*) qui allait influencer la vie juridique, perfectionner la coutume et transformer la procédure. Cette réception du droit écrit (*jus* ou *lex*) comme droit subsidiaire, à côté des droits locaux (*mos* ou *consuetudo*), fut particulièrement sensible en terre romande, dans le pays de Vaud savoyard et en Valais, dans les Grisons et, au delà de la Sarine, à Zurich et à Bâle.

Sous l'influence des légistes imbus des doctrines bolonaises, la connaissance du droit romain se développa et se précisa. Il se forma, dans nos régions, une élite juridique qui avait puisé sa science à Bologne et dont l'activité affecta, dans une mesure variable, les diverses branches du droit, mais tout particulièrement la procédure. En effet, la plupart de ces étudiants sont devenus des praticiens et ont exercé

une activité juridique comme officiaux du prétoire épiscopal, comme notaires apostoliques ou impériaux, comme juges, avocats, auditeurs ou assesseurs dans les tribunaux ecclésiastiques ou séculiers. Dès la seconde moitié du XIV^e siècle, les avocats invoquent, dans leurs plaidoiries, le droit romain, tandis que les juges et les arbitres se plaisent à enrober leurs sentences de formules empruntées aux glossateurs, ce qui dénote de la part des clercs formés à Bologne un désir de renouveler ou de « moderniser », sinon la substance de leur droit ancestral, du moins sa terminologie. Il est incontestable que les conceptions et les théories nouvelles exercèrent une forte influence sur l'élite intellectuelle au nord des Alpes.

Toutefois, ces notions et ce droit importés ne furent pas accueillis sans une certaine méfiance et sans provoquer des résistances plus ou moins durables. Rien ne montre mieux la réaction populaire contre les subtilités du droit savant que le soin pris par les parties pour garantir leurs actes, au moyen de renonciations, contre toutes les causes d'invalidité que consacraient les lois romaines¹. Il y a là un mouvement de défense instinctif assez naturel contre des théories encore trop compliquées et des conceptions trop savantes pour les usages et les relations privées de l'époque. Mais ces formules mêmes attestent la faveur dont jouissaient les théories nouvelles au sein des juridictions.

L'influence du droit romain en Valais n'a jamais été étudiée et l'histoire de sa pénétration et de sa diffusion au nord des Alpes reste encore à écrire. A. Heusler avait déjà reconnu l'influence du droit romain savant sur la codification du droit coutumier valaisan, du XIV^e au XVI^e siècle² et W. A. Liebeskind, dans son introduction aux *Statuta patriae Vallesii* de l'évêque Walter Supersaxo (1475) a relevé les emprunts faits par le rédacteur de ces Statuts au *Corpus juris civilis*, au *Liber feudorum* et au *Décret* de Gratien, notamment dans le prologue des Statuts³. L'éditeur relève que l'expression de *jus commune*, qui désignait à la fois le droit civil romain et le droit canon, revient souvent dans le document de 1475. Nous pouvons ajouter que cette expression apparaît déjà au XIV^e siècle dans les chartes ; on la rencontre, par exemple, en 1326, dans un registre de notaire de la chancelle-

¹ Cf. à ce sujet les deux études d'E. Meynial, dont le contenu peut s'appliquer également à nos régions : *Remarques sur la réaction populaire contre l'invasion du droit romain en France aux XII^e et XIII^e siècles*, dans *Mélanges Chabaneau*, Erlangen, 1907, p. 557-584 ; *Des renonciations au moyen âge et dans notre ancien droit*, dans *Nouv. revue hist. de droit français et étranger*, XXIV (1900), p. 108-142 ; XXV (1901), p. 241-247, 657-697 ; XXVI (1902), p. 42-78, 649-710 ; XXVII (1903), p. 698-746.

² *Rechtsquellen des Cantons Wallis*, dans *Zeitsch. f. schweiz. Recht*, NF, Bd. VII (1890), p. 159.

³ *Bischof Walters II auf der Flüe Landrecht der Landschaft Wallis und Gerichtsordnung*, (Leipzig), 1930, p. 8-9.

rie de Sion ⁴. Enfin, l'influence du droit romain en Valais sur le droit de la famille et sur le droit successoral a été relevé par le Prof. E. M. Meijers qui croit à une continuité du droit romain du Bas-Empire dans les pays alpestres ⁵. Cette thèse ne paraît guère soutenable, car les formules que cite l'auteur n'apparaissent précisément qu'au XIII^e siècle et viennent se superposer aux formes de l'ancien droit germanique.

A l'aide des documents, il est possible de dater d'une manière assez précise la période où la codification de Justinien a commencé à influencer le droit du Valais et à faire sentir ses effets sur de nombreuses institutions de droit privé, telle que la capacité de tester, en faisant renaître le testament. Les dispositions après la mort en fournissent un exemple caractéristique. Avant 1260, la seule forme connue était la *donatio post mortem*. Après 1260, la forme la plus usitée est celle du testament nuncupatif ⁶.

C'est également après 1260 que l'on trouve, dans les documents, des expressions tirées du droit romain et introduites par les juristes valaisans formés dans les universités italiennes, telles que l'*exceptio non numeratae pecuniae*, le *dominium utile*, le *constitutum possessorium*, la *quarta Trebellianica* et d'autres réserves qui témoignent de l'influence du droit écrit, au moins sur la rédaction des actes, si ce n'est sur leur contenu ⁷.

Il est difficile de savoir jusqu'à quel point le droit romain était appliqué, dans la pratique, comme droit subsidiaire et lorsque la coutume ne fournissait pas de solution, car l'application du droit écrit était laissée à la discrétion des juges, aussi bien ecclésiastiques que laïcs, comme l'indiquent les formules ⁸. Mais, encore une fois, ce ne sont là que des formules et celles-ci ne doivent pas, en dépit de leur intérêt pour l'histoire du droit, nous faire oublier que si la terminologie change et se romanise au XIII^e siècle, la substance du droit, fondée sur les anciennes coutumes germaniques, n'a pas nécessairement subi de changements. L'examen des sentences arbitrales montre, au contraire, que dans la plupart des cas, les arbitres ont appliqué le droit cou-

⁴ «...*Rodolphus asserebat cum tamen de jure communi in illo eidem minime teneatur*». Arch. Valère, *Reg. Joh. Mummeliani*, f. 122^{vo}.

⁵ *Le droit ligurien de succession en Europe occidentale*, t. I : *Les pays alpins*, Haarlem, 1928, p. 32.

⁶ Cf. par exemple Gremaud, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais* (cité = Gremaud), II, no. 792 (1272) : *volo siquidem ut presens testamentum valeat jure testamenti nuncupativi* ; no. 965 (1287) ; no. 1153 (1285) ; no. 1094 (1297), etc.

⁷ Cf. Gremaud, II, no. 744 (1268) ; no. 792 (1272) ; no. 841 (1276) ; no. 1053 (1294), etc.

⁸ «...*casibus, in quibus ecclesiastici judices de jure vel de consuetudine consueverint judicare*». Gremaud, III, no. 1194 (1303) ; cf. Gremaud, II, no. 842 (1276) ; no. 1153 (1285), etc.

tumier — la *consuetudo terrae Vallesii* — pour trancher les différends qui leur étaient soumis par compromis.

Le domaine où le droit romain semble avoir marqué d'une manière incontestable les institutions juridiques du Valais épiscopal et du Chablais valaisan, est celui du notariat public. L'organisation notariale — fondée sur la rédaction d'actes publics par des notaires publics — a pénétré au nord des Alpes par les voies géographiques traditionnelles et s'est répandue avec les influences politiques et les relations commerciales. La chancellerie épiscopale et l'influence savoisienne dans le Bas-Valais⁹ ont agi dans le même sens. Le chapitre de Sion et l'Abbaye de St-Maurice sont devenus, grâce au droit de chancellerie qu'ils détenaient, les deux centres de rayonnement du notariat dans l'ancien diocèse de Sion. Le notariat public est apparu au début du XIII^e siècle, dans la vallée du Rhône, où il a pénétré à la fois par le Simplon, par le St-Bernard et par la route du Chablais. Le premier notaire capitulaire est attesté en 1230¹⁰, un chanoine notaire apparaît en 1239¹¹ et le premier *notarius publicus* est cité en 1248¹².

A côté des notaires capitulaires ou *levatores cartarum* nommés par le chapitre de Sion, assermentés et dépendant de la chancellerie pour laquelle ils instrumentaient dans les limites de sa juridiction¹³, il y avait des notaires publics non assermentés et qui rédigeaient des chartes sur le territoire diocésain, sans l'autorisation du chapitre ou de l'évêque. C'étaient les notaires impériaux (*notarii auctoritate imperiali*), qui tenaient de l'empereur ou de ses vicaires (comtes palatins) le droit d'instrumenter *ubique per Imperium*. La qualité de pays d'Empire, qui était attachée au comté du Valais depuis la donation de 999, ouvrait ainsi aux notaires impériaux la carrière notariale dans les territoires dépendants de l'évêque de Sion.

⁹ Au début du XVe siècle, le Chablais valaisan était considéré comme pays de droit écrit, comme le montre une charte d'Amédée de Savoie, de 1431, qui nous a été aimablement communiquée par M. le chan. Theurillat, archiviste de l'Abbaye de St-Maurice. Par ce document, le comte change la dépendance juridique des villages voisins d'Alesse (au nord du Rhône) et d'Ottans (près Vernayaz), de manière que le premier, qui est régi par le droit écrit, soit mis dans la dépendance de la châtellenie de St-Maurice, *quae juri scripto et non consuetudinario subjicitur*, et que Ottans, au contraire, qui est régi par le droit coutumier, soit placé dans la dépendance de la châtellenie de Martigny (AStM, Tir. 21, paq. 6, no. 7).

¹⁰ Gremaud, I, no. 367.

¹¹ Gremaud, I, no. 445.

¹² Gremaud, I, no. 515.

¹³ Cf. l'ouvrage utile, mais trop sommaire, de M. Mangisch, *De la situation et de l'organisation du Notariat en Valais sous le régime épiscopal, 999-1798*, Thèse de Fribourg (Droit), St-Maurice, 1913, p. 54-57.

Le premier notaire impérial apparaît en 1248¹⁴. La plupart de ces notaires impériaux étaient, d'ailleurs, des enfants du pays. Mais la rivalité entre eux et les notaires capitulaires n'en causa pas moins de souci au chapitre qui voyait une de ses principales sources de revenus menacée par cette concurrence, rendue encore plus dangereuse du fait que les notaires impériaux avaient, en règle générale, étudié le droit ou l'art notarial. C'est probablement cette qualité des notaires impériaux qui obligea le chapitre, en 1292 et en 1319, à leur faire des concessions, en les autorisant, par faveur spéciale, à instrumenter des contrats temporaires, à l'exclusion des contrats perpétuels¹⁵.

Des études spéciales, en effet, n'étaient pas exigées des *levatores cartarum*, ceux-ci n'ayant d'autres conditions à remplir que de « *bene, fideliter et legaliter exercere opus cancellerie* »¹⁶. Les *levatores cartarum* étaient, en général, des membres du clergé inférieur, de simples clercs ou des diacres, la plupart du temps des curés ou des vicaires, quelquefois même des chanoines.

Très souvent, les clercs qui se rendaient à Bologne pour étudier le droit étaient d'anciens *levatores cartarum*, comme le prouvent les notices que nous avons consacrées aux étudiants valaisans attestés dans les documents bolonais, entre 1265 et 1300 (cf. Appendice II).

Il eût été intéressant de savoir si le chancelier de Sion et le chantre-chancelier de l'abbaye de St-Maurice avaient également fait des études de droit. Les documents bolonais ne permettent pas de répondre à cette question. Le titre de *magister* que porte Martinus de Seduno, qui fut notaire de la chancellerie capitulaire en 1271, puis chef de la chancellerie (*cancellarius*) de 1290 à 1306, n'implique pas nécessairement des études de droit. Il est cependant fort probable qu'il ait fait des études juridiques ou notariales à Bologne, car il porte, dans un acte de 1285, le titre de *aule regie et sacri palatii publicus notarius*¹⁷.

En même temps que le notariat public s'implantait en Valais, une autre institution juridique, liée à la diffusion du droit romain et de la procédure prenait corps à la curie épiscopale : l'officialité. Lorsque l'évêque, qui rendait primitivement la justice dans son diocèse, ne fut plus en mesure de conduire un procès d'après les dispositions compliquées de la procédure romano-canonique, il délégua à un clerc ou à

¹⁴ Gremaud, I, no. 516.

¹⁵ Cf. sur ce conflit, Mangisch, *op. cit.*, p. 68 sq.

¹⁶ Gremaud, III, no. 1268 et Mangisch, *op. cit.*, p. 56.

¹⁷ Gremaud, II, no. 935.

un chanoine choisi parmi les juristes (*jurisperiti*) les plus qualifiés de son diocèse, le pouvoir général de connaître des causes appartenant au for interne (causes spirituelles) et au for externe épiscopal (causes temporelles) et de terminer les procès par une sentence définitive. L'official, ayant à juger également des affaires civiles et criminelles, devait connaître le droit qui s'appliquait à ces matières, c'est-à-dire le droit romain. Aussi les études juridiques devinrent-elles de bonne heure obligatoires pour les juges épiscopaux. Un canon du concile de Tours (1236) prescrivait aux évêques de choisir les officiaux parmi les juristes éprouvés ayant étudié le droit pendant cinq ans ou fait leurs preuves dans la pratique des affaires¹⁸.

L'official, qui était un fonctionnaire amovible et dépendant de l'évêque, acquit comme chef de la justice épiscopale, une influence considérable dans le diocèse, d'autant plus que ses sentences n'étaient pas révocables par l'évêque, mais seulement par le métropolitain ou le Souverain Pontife. Apparues en France au début du XIII^e siècle¹⁹, les officialités gagnèrent, par Strasbourg, Verdun et Metz, les diocèses d'Allemagne et du nord des Alpes. La fonction de juge épiscopal devint une fonction stable et permanente lorsque l'official eut son propre sceau.

A Sion, le premier official est mentionné en 1248²⁰, mais les documents concernant l'officialité n'ont un caractère de continuité qu'à partir de 1270. Les fonctions de l'official de l'évêque sont précisées dans les Statuts de 1475 (art. 10 : *De officio officialis*)²¹. Dans ce texte, il n'est fait aucune allusion au droit romain. L'official y est simplement invité à « observer les us (*mores*), les statuts et les coutumes (*consuetudines*) dans les affaires qui concernent le for séculier ».

Sur les sept officiaux dont nous connaissons les noms pour la période de 1271-1330²², nous savons que deux avaient fait leurs études à Bologne (Nicolas de Clarens, qui figure dans les documents bo-

¹⁸ Mansi, *Collectio conciliorum*, XXII, 841, ¹¹.

¹⁹ P. Fournier, *Les officialités au moyen âge, étude sur l'organisation, la compétence et la procédure des tribunaux ecclésiastiques en France, de 1180 à 1328*, Paris, 1880.

²⁰ Gremaud, I, no. 515.

²¹ Liebeskind, *op. cit.*, p. 22-23.

²² Nanco ou Nanczo de Grimsuat, chanoine de Sion, official en 1271 (Gremaud, II, no. 774) ; mag. Raymundus, chanoine de Tarentaise, official de 1271-1273 (Gremaud, II, nos. 781, 797, 805) ; Julianus Musardi, chanoine de Sion, official de 1278-1282 (Gremaud, II, nos. 869, 890, 915 ; V, no. 2177) ; Nicolas de Clarens, official de 1302-1308 (cf. la notice, App. II) ; Jean Boneti, chanoine de Sion, official de 1307-1323 (Gremaud, III, nos. 1265, 1341, 1344, 1383, 1465) ; Jean Giroidi (ou Giroud), chanoine de Lausanne, *legum professor*, official en 1324 (Gremaud, III, no. 1514) ; Jacques de Billens, chanoine d'Amsoldingen, official de 1329-1330 (Gremaud, III, nos. 1560, 1585, 1586, 1592).

lonais, et Jean Giroidi ; ce dernier était docteur en droit civil et portait le titre de *professor legum*, c'est-à-dire de jurisconsulte exerçant la fonction d'avocat). Deux autres avaient fort probablement aussi étudié à Bologne (*magister* Raymundus et Jacques de Billens, neveu de Nicolas de Billens, jurisconsulte réputé et *professor legum*, lui aussi ancien étudiant de Bologne).

D'après la forme des sentences et d'après les documents relatifs aux différentes parties du procès²³, on peut suivre la pénétration de la procédure romano-bolognaise (selon le modèle classique de l'*Ordo iudiciarius* de Tancrède) dans l'officialité sédunoise. La procédure romano-canonique était complètement adoptée à la curie de l'official, en 1271²⁴. Les expressions « *prout ordo juris expostulat* » et « *secundum juris ordinem* » reviennent souvent dans les documents de l'officialité. Enfin, l'habitude de rédiger les principaux actes du procès (l'accusation ou *libellum*, la *citatio*, la *confessio partium*, les *positiones*, les *allegationes*, l'audition des témoins, la sentence, l'*appelatio*) est déjà prise définitivement en 1262²⁵. Citons, comme particulièrement intéressante pour la réception de la procédure romano-bolognaise en Valais, la réforme de quelques coutumes de droit, faite par l'évêque Aymon de la Tour (1323-1338)²⁶ qui avait lui-même étudié le droit civil alors qu'il était curé de Loèche²⁷. Cette réforme porte, en ce qui concerne la procédure, sur la *probatio*, sur les *exceptiones*, les *allegationes*, les *assignationes* et sur les procureurs ; ces éléments nouveaux de procédure passeront, quelques années plus tard, dans les « Aucuns cas de costume », première codification de la coutume du Valais.

Le droit romain a complètement transformé la procédure valaisanne en l'espace d'un demi-siècle, en substituant à la simplicité et au formalisme de la vieille procédure orale, l'appareil savant et rigoureux de la procédure romano-canonique, écrite et secrète.

²³ Cf. par exemple Gremaud, II, no. 1033.

²⁴ Dans la sentence prononcée par l'official Nanço : « *Lite igitur super predicta legitime contestata, auditisque allegationibus partis utriusque ac juris ordine, prout decuit, observato* » (Gremaud, II, no. 774).

²⁵ Gremaud, II, no. 687 ; cf. également les nos. 842 (1276), 1093 (1296), 1136 (1299), 1142 (1300), etc. A la chancellerie de l'Abbaye de St-Maurice, la procédure écrite et secrète était déjà pleinement appliquée en 1263, comme l'attestent les chartes inédites et le grand registre de la chancellerie ou *Minutarium maius* (1240-1307).

²⁶ Gremaud, III, no. 1483.

²⁷ Mollat, *Lettres communes de Jean XXII*, III, no. 10285.

Les principaux artisans de cette réception ou de cette influence du droit romain en Valais ont été incontestablement les étudiants qui furent les disciples des glossateurs, dès le début du XIII^e siècle. Pour la période antérieure à 1250, nous n'avons que très peu d'indications précises sur la présence de clercs sédunois dans la cité romagnole. Citons Clarimbaldus de Sion, qui mourut, en 1218, au couvent de S. Salvatore ; l'obituaire le mentionne à la date du 18 février²⁸. Il s'agit vraisemblablement de Clarembaldus, chanoine de Sion, attesté dans les documents de 1168 à 1195²⁹. Nous ignorons tout de son activité entre cette date et celle de sa mort. Deux autres chanoines de Sion, Aimon de Chesalet et Louis de Drône, se trouvaient à Bologne en 1222³⁰.

Ce n'est qu'à partir de l'année 1265, que nous sommes renseignés d'une manière plus complète sur la fréquentation de l'université de Bologne par les étudiants étrangers, grâce aux registres de la Commune, où sont transcrits, parfois sous une forme abrégée, tous les actes passés par les notaires pour des affaires dépassant la valeur de 20 livres bolonaises.

Les étudiants valaisans qui figurent dans les actes notariés de Bologne durant les années 1265 à 1300³¹ sont au nombre de onze. Il y en avait probablement deux fois plus à cette époque, si l'on admet que la moitié seulement des étudiants étaient amenés à conclure des contrats ou à servir de témoins à des camarades. Les étudiants qui étaient originaires du diocèse de Sion ou qui résidaient dans ce diocèse, étaient rattachés, à Bologne, à la « nation » de Bourgogne, avec leurs condisciples des diocèses de Lausanne et de Genève. Au XIII^e siècle, la « nation » de Bourgogne comprenait le duché de Bourgogne, le duché de Bourbon, le Beaujolais et le diocèse de Lyon, ainsi que la Savoie, qui ne deviendra une « nation » que dans la seconde moitié du XIV^e siècle.

Sur les onze étudiants valaisans, quatre appartenaient à la petite noblesse vaudoise dont l'influence politique s'étendit, après les campagnes victorieuses de Pierre II de Savoie, en 1260, bien au delà du Chablais valaisan, jusqu'au cœur même du Valais épiscopal. Ainsi

²⁸ O. Clarimbaldus Sedunensis de quo habuimus XX sol. pisanorum (G. G. Trombelli, *Memorie istoriche concernenti le due canoniche di S. Maria di Reno et di S. Salvatore insieme unite*, Bologna, 1752, App. p. 332, n. 5 ; Sarti e Fattorini, *De claris Archigymnasi Bononiensis Professoribus*, II, 286a. — Le nécrologe de l'Eglise de Sion le mentionne à la date du 10 décembre (MDR, XVIII, p. 289).

²⁹ Gremaud, *Chartes sédunoises* (dans MDR, XVIII), nos. 16, 17, 23.

³⁰ J.-A. Duc, *Cartulaire de l'évêché d'Aoste*, Turin, 1884, no. LXXII ; Roten, *Zur Zusammensetzung des Domkapitels von Sitten im Mittelalter* (dans *Vallesia*, I-III, 1946-1948), I, p. 64, 68.

³¹ Archivio di Stato, *Memoriali del Comune*, Registres 1 à 100 (cités *Mem. del Com.*).

s'explique la pénétration de l'élément savoisien dans les chapitres de St-Maurice et de Sion-Valère. Un de ces étudiants d'origine vaudoise, Pierre de Villarzel, fut au service de l'Abbaye de St-Maurice, comme recteur de la maison d'Oron-la-Ville ; le second, Nicolas de Clarens, qui dépendait de l'évêque de Sion comme curé de Bex, instrumenta dans sa paroisse pour la chancellerie de St-Maurice ; après ses études de droit à Bologne, Nicolas de Clarens deviendra chanoine de Sion et official de l'évêque. Quant aux autres étudiants de ce groupe, ils deviendront respectivement doyen de Valère et chanoine de ce chapitre.

A côté de ces quatre représentants de l'élément savoisien, il faut citer Gérard de Chastenay, qui appartenait à une famille seigneuriale fribourgeoise établie à Ollon et au service de l'Abbaye de St-Maurice. Gérard instrumenta également pour l'Abbaye dont il fut chanoine, puis infirmier et aumônier. La noblesse bas-valaisanne est représentée dans ce groupe d'étudiants, par Guillaume et Jean de Collombey, issus d'une famille de ministériaux de l'Abbaye de St-Maurice. Quant au chanoine de St-Maurice, Raymond de Genève, attesté à Bologne en 1295, il est peut-être identique à Raymond de St-Germain, *levator cartarum* à St-Maurice et recteur de la maison d'Ollon, qui figure dans les documents valaisans (Les St-Germain étaient une famille noble du Bugey, établie à Genève au XIII^e siècle). Les trois derniers étudiants de notre groupe appartiennent à la bourgeoisie : Conrad de la Tour, d'Ivrée, Jean Fabri, de St-Maurice, et Guillaume, curé de Riddes. Ce dernier était probablement d'origine campnarde³².

Ces onze étudiants étaient des ecclésiastiques. Deux d'entre eux firent des études comme curés (Nicolas de Clarens et Guillaume de Riddes) ; quatre étaient chanoines lorsqu'ils se rendirent à Bologne (Gérard de Chastenay et Raymond de Genève, chanoines de St-Maurice, Guillaume d'Oron et Pierre de Villarzel, chanoines de Sion et de Lausanne) ; un autre était prévôt de chapitre (Conrad de la Tour), un sous-diacre (Jean de Collombey) et un clerc de la chancellerie de St-Maurice (Jean Fabri) au moment de leurs études ; nous ne savons pas si Guillaume de Collombey était déjà chanoine de St-Maurice lorsqu'il fut à Bologne, ni quelles étaient les fonctions de Gérard d'Oron, à l'époque de ses études.

La forte proportion des chanoines de St-Maurice et de Sion s'explique par l'activité juridique intense dont l'Abbaye et le chapitre épiscopal étaient les centres. Sans la présence, dans le diocèse, des deux chancelleries, le nombre des juristes valaisans n'eût probablement pas

³² Cf. les intéressantes remarques de Roten, III, 125, sur la composition sociale du chapitre de Sion, aux XIII^e et XIV^e siècles.

été aussi élevé. Les études de droit étaient presque une obligation pour les plus capables. En fait, un article des Statuts du chapitre de Valère, du 23 août 1275, accordait les plus grandes facilités aux chanoines qui voulaient aller aux études. Ils obtenaient aisément la dispense de résidence, tout en conservant la jouissance entière des revenus de leur prébende³³. Quant aux chanoines qui avaient une cure, ils devaient obtenir une dispense de résidence du pape³⁴.

Nombreux étaient les étudiants qui, leurs études terminées, rapportaient chez eux les livres qu'ils avaient achetés à Bologne. Nous en trouvons de fréquentes mentions dans les testaments des chanoines. Ainsi, en 1276, Marc d'Aoste, doyen de Valère, légua ses *Décrétales* et un certain nombre d'autres ouvrages à ses héritiers³⁵; en 1309, Nicolas de Clarens, official de l'évêque, légua ses livres de droit à ses neveux, Nicolas et Guillaume, dont le premier deviendra chanoine de Sion et le second official et conseiller de l'évêque Guichard Tavel³⁶; en 1314, Pierre de Cognya légua au notaire impérial Denis de Thora, *jurisperitus*, les *Casus Decretalium* de Bernard [de Parme]³⁷.

La plupart de ces livres avaient été rapportés de Bologne par des étudiants. Nous en avons la preuve pour un chanoine qui étudia certainement le droit dans la capitale romagnole, bien qu'il ne figure pas dans les documents bolonais antérieurs à 1300. Il s'agit de Guillaume de St-Maurice, curé de St-Germain à Savièse depuis 1307. Il était clerc et *vice gerens* de l'official en 1293; qualifié de *jurisperitus*

³³ Gremaud, II, no. 829. — Citons quelques exemples de dispense de résidence accordée par le chapitre: en 1339, Reymondinus de Muricio, chanoine depuis 1336, reçoit la permission de quitter Sion pour aller aux études (Gremaud, IV, no. 1974; Roten, III, 90); en 1344, le chantre Guillaume d'Anniviers est autorisé à partir pour faire ses études à Bologne ou ailleurs (Gremaud, IV, no. 1974; Roten, I, 51) et, en 1364, le chapitre accorde la même autorisation à Jean de Brusati (A. Valère, *Mistralia*, II, 20; Roten, I, 60). Les notices de Roten contiennent d'intéressantes précisions sur les études de droit civil et canon faites, au XIV^e siècle, par un certain nombre de chanoines. Nous pouvons compléter ces notices sur deux points. Robert Chambrier, neveu de l'évêque Guichard Tavel, chanoine de Sion, puis official de l'évêque de Genève, avait étudié le droit romain à l'université d'Orléans en 1353 (*MDG*, XVIII, p. 251). François Marchiandi, licencié en droit civil en 1383, doyen de Valère de 1376-85, avait fait ses études *in utroque jure* à l'université de Bologne. En effet, dans le *Rotulus* adressé par le *Studium* au pape Clément VII, en 1378, *Franciscus Merchiandi, decanus ecclesie Sedunensis, ordinis sancti Augustini, studens in jure canonico*, demande de pouvoir étudier le droit civil et prendre des grades universitaires (*ut possit audire jura civilia et gradum quemcumque recipere*), nonobstant les constitutions pontificales et les statuts de l'ordre auquel il appartient, ce qui lui est accordé (Archives du Vatican, *Reg. Suppl.*, 55, f. 50).

³⁴ Cf. par exemple la dispense accordée par Jean XXII, en 1331, à Boniface de Challant, chanoine de Sion et curé de Naters, pour raison d'études, à condition qu'il se fasse promouvoir sous-diacre dans la première année. Mollat, *op. cit.*, XI, no. 55584.

³⁵ Gremaud, II, no. 846.

³⁶ Gremaud, III, no. 1305; Roten, I, p. 65.

³⁷ Roten, III, p. 111.

en 1294, 1304 et 1323, il prononça un arbitrage en 1300³⁸. Guillaume de St-Maurice laissa une bibliothèque riche d'une trentaine d'ouvrages dont il a donné le détail dans son testament³⁹. La plupart des volumes de cette collection, unique en Valais, étaient des livres d'étude dont on trouve les titres dans le catalogue des *stationarii* ou libraires de l'université, qui devaient toujours en avoir des exemplaires disponibles pour les copistes⁴⁰. Cette bibliothèque, qui n'a pu être constituée qu'à Bologne, fut en grande partie vendue après la mort de son propriétaire. Elle se composait de 20 ouvrages de droit canon, de 5 ouvrages de droit civil et d'une demi douzaine de livres de théologie, de liturgie et d'histoire. Je crois utile de donner ici⁴¹ le détail de cette bibliothèque, en identifiant les divers ouvrages, parce que le texte publié par Gremaud est très défectueux et parce que, d'autre part, quelques-uns

³⁸ Gremaud, II, nos. 1039, 1049, 1142 ; III, nos. 1205, 1265, 1489.

³⁹ Gremaud, IV, no. 1856.

⁴⁰ Voir la liste de ce célèbre catalogue de 121 ouvrages juridiques du XIII^e siècle, dans B. Brugi, *Il catalogo dei libri degli stationarii negli Statuti dell'Università bolognese dei giuristi*, dans *Studi e Memorie per la Storia dell'univers. di Bologna*, V (1920), p. 344 ; P.-H. Denifle a donné une édition critique de ce catalogue dans *Die Statuten der Juristen-Universität Bologna v. J. 1317-1347...* dans *Archiv f. Literatur- u. Kirchengeschichte d. Mittelalters*, III (1887), p. 298-302 ; cf. également C. Malagola, *Statuti delle Università e dei Collegi dello Studio Bolognese*, Bologna, 1888, p. 91-94.

⁴¹ Gremaud a lu *Assensii* pour *Accursii*, *glosa Clarsie* pour *Garsie*, *canonica* pour *cronica*, *liber Summarum* pour *Sententiarum*, etc.

Voici le détail des ouvrages de droit canon (les numéros entre parenthèses sont ceux de Gremaud) :

Decretum cum glosis (1) = Décret de Gratien avec la glose ordinaire de Bartholomeo de Brescia. — Ce volume ne figure pas dans la liste des ouvrages vendus ; il est possible que l'exemplaire conservé aux archives de Valère soit celui-là même qui avait appartenu à Guillaume de St-Maurice ; cf. App. III, no. 2.

Decretales cum glosis Bernardi (2) = Décrétales avec la glose ordinaire de Bernard de Parme. — Un exemplaire de cet ouvrage, de la fin du XIII^e siècle, se trouve également aux archives de Valère.

Speculum dni. Willermi Durandi (3) = *Speculum judiciale* de Guillaume Durand.

Liber Innocentii III (5) = *Apparatus in quinque libri Decretalium* d'Innocent IV. — Cet exemplaire, légué par Guillaume au chapitre de Valère, fut pris — *rapuit et retinet* — par l'évêque de Sion, Guichard Tavel, qui ne voulut pas en payer le montant — *nihil volens solvere* — à l'indignation de Jean de Drône, exécuteur testamentaire, qui relate le fait (Gremaud, IV, no. 1856, p. 363) ; il est probable que cet exemplaire est identique à celui qui se trouve aux archives de Valère ; cf. App. III, no. 3.

Summa (ou *Gemma*) *Boneguide* (10) = *Summa super officio advocationis in foro ecclesiae* ou *Gemma seu Margarita* de Bonaguida d'Arezzo (Schulte, *Gesch. d. Quellen u. Liter. d. canon. Rechts*, II, p. 110-112).

Glose Clarsie super Decretales (10) = *Apparatus Garsii Compostellane super novissimis* (Schulte, II, 504, 140).

Liber Sextus Decretalium (11) = *Liber Sextus* de Boniface VIII.

Glose magistri Guillelmi Nasi (11) = *Lectura in Decretales* de Guillaume Naso (Schulte, II, p. 79).

des volumes qui avaient appartenu à Guillaume de St-Maurice se trouvent encore aux archives du chapitre de Valère. Rien ne montre mieux, enfin, que la composition de cette bibliothèque, à quel point la science des glossateurs bolonais avait pénétré dans les milieux juridiques valaisans, à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle.

- Libellus Egidii* (12) = un *Libellus d. Egidii* figure dans le catalogue des *stationarii* (Denifle, *Archiv*, III, p. 299) ; il s'agit probablement de l'*Ordo judicarius* d'Aegidius de Fuscarariis (Schulte, II, p. 139-142).
- Summa Goffredi* (13) = *Summa super rubricis Decretalium* de Goffredo de Trano (Schulte, II, p. 88-91). La Bibliothèque cantonale de Sion possède un bel exemplaire de cet ouvrage, de la fin du XIII^e siècle ; cf. App. III, no. 10.
- Glose dni. Henrici* (14) = *Lectura super Decretales Gregorii IX* ou *Lectura in Decretales Innocentii IV* de Henri de Suze, cardinal d'Ostie, dit *Hostiensis* (Schulte, II, 123-129).
- Decretales antique* (15) = Il s'agit sans doute d'une des compilations antérieures à la collection de Grégoire IX.
- Alius liber Boneguide* (16) ou *Liber Libellorum et Practice Bonaguide* (dans le compte rendu de la vente) = *De dispensationibus et privilegiis* de Bonaguida d'Arezzo (Schulte, II, 112-113).
- Ystorie super Decretis* (17) = *Historiae super libro Decretorum* de Bartholomeo de Brescia (Schulte, II, 112-113).
- Textus Decretalium manualium* (18) = pas identifiable (Schulte, II, 527).
- Libellus fugitivus* (20) = il s'agit peut-être du *Libellus regule fugitive* (Schulte, II, 84) ; un *Libellus fugitivus* figure dans le catalogue des *stationarii* (Denifle, *Archiv*, III, 299).
- Casus super Decretis* (21) = il s'agit peut-être du *Casus Decretorum* de Bartholomeo de Brescia (Schulte, II, 84).
- Liber Elucidarii* (22) = probablement l'*Oculus seu elucidarius Summae Hostiensis* de Berengarius Fredoli (Schulte, II, 181).
- Summa Hostiensis* (legs spécial) = *Summa super titulis Decretalium* de Henri de Suze, card. d'Ostie (Schulte, II, 125-127).
- Summa Hugonis* (dans le compte rendu de la vente) = *Summa Decreti* de Huguccio (Schulte, I, 156 sq.).

Ouvrages de droit civil :

- Summa dni. Azonis (in legibus)* (4) = probablement la *Summa Codicis* d'Azo ou Azzon.
- Codex (Textus Codicis sine glosis)* (9) = le Code de Justinien.
- Opuscula juris in uno volumine* (10) = est peut-être identique au recueil de divers ouvrages de droit civil, conservé aux archives de Valère. Cf. App. III, no. 9.
- Liber Institutionum cum glosis Accursii (Assensii)* (chez Gremaud) (12) = Les *Institutes* de Justinien avec la glose ordinaire d'Accurse (est peut-être identique à l'exemplaire conservé aux archives de Valère. Cf. App. III, no. 5).
- Liber usus feudorum cum glosis Accursii (Assii)* (chez Gremaud) (24) = le *Liber usus feudorum*, codification du droit féodal, réuni au XIII^e siècle au *Corpus juris civilis* fut glosé en grande partie par Jacobus Columbi, dont la glose a été reprise par Accurse (Savigny, *Gesch. d. röm. Rechts im Mittelalter*, 2^e éd., V, p. 89-98).

Appendices

I

Regestes des documents bolonais

1

1279, 15 septembre

Conrad de la Tour (*de Turre*), d'Ivrée, doyen de Valère, malade (*infirmus*), fait écrire son testament par le notaire Matheus Cambii, dans la maison de Dom. Solare, en présence de Lubertinus, curé de St-Martin (à Bologne), de Jean de St-Maurice, de mag. Nasibiensi de Vérone, médecin, de Jacques *de Stipulis*, du Mans, et de Jacques, fils de feu Pensabene. Notification du testament à l'office des registres de la commune par Jacques, procureur, et par les témoins.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 40, f. 366 r^o.

2

1293, 9 juillet

Conon de Villarzel, fils de Guillaume, dioc. de Lausanne, un chanoine de Châlons, Richard d'Estavayer (*de Staviaco*), chanoine de St-Nicolas, dioc. de Lausanne, Guillaume, fils d'Henri de Collombey (*de Colombario*), *Blancardus* (ou *Blocardus*) de Lausanne, chanoine de St-Michel, empruntent solidairement 40 livres bol. à 4 mois, à Lapo Gini, de Florence, en donnant des gages [des manuscrits] à titre de précaire. Parmi les témoins : Guillaume de Moudon, dioc. de Lausanne. Conon de Villarzel promet à ses co-débiteurs de les tenir quittes de toute obligation.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 35, f. 409 v^o.

3

1294, 15 juin

Conon de Villarzel, fils de Guillaume, chevalier, Pierre son frère, Pierre, fils de Guillaume, dioc. de Lausanne, Nicolas de Clarens, curé de Bex, Guil-

laume de Pierrelatte, docteur en Décrets, empruntent solidairement à Lapo Gini, de Florence, et à Vanne de Nuçolle 42 livres et 10 sols bol. à 4 mois, en laissant à titre de précaire des gages mentionnés dans l'acte principal. Parmi les témoins : Gérard de Chastenay (*de Castanea*), dioc. de Lausanne. Conon de Villarzel promet à ses co-débiteurs de les tenir quittes. Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 86, f. LXXIV v^o.

4

1294, 15 septembre

Guillaume de Collombey (*de Columberio*), fils de Henri, dioc. de Sion, est substitué, à la demande de Jean de Cabanis, prieur de Montmeyran, dioc. de Valence, à Jean de Digni, comme débiteur principal dans un emprunt solidaire de 130 livres bol., contracté avec plusieurs autres étudiants. Parmi les témoins : Conon de Villarzel.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 87, f. XV v^o.

5

1294, 6 octobre

Jean de Cabanis, prieur de Montmeyran, dioc. de Valence, un étudiant du dioc. de Besançon, Pierre de Villarzel, fils de Guillaume de Villarzel, chevalier, dioc. de Lausanne, et son frère Conon, étudiants de Bologne, empruntent solidairement à Jacques Panocle, de Pistoia, 65 livres bol. à 3 mois. Parmi les témoins : Jean de Collombey (*de Columbario*). Le premier contractant promet à ses co-débiteurs de les tenir quittes.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 87, f. XLVIII r^o.

6

1294, 17 novembre

Guillaume de Collombey (*de Columbariis*) est substitué, à la demande de Jean de Cabanis, prieur de Montmeyran, par Henri, fils de Guillaume de Lucques, comme débiteur principal de 130 livres bol. dans un emprunt solidaire.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 87, f. XXVIII v^o.

7

1295, 12 janvier

Raymond de Genève, chanoine de St-Maurice d'Agaune, et Jacques d'Aoste, curé de la Sala, dioc. d'Aoste, étudiants, procureurs de Conon de Villarzel, fils de Guillaume de Villarzel, chevalier, dioc. de Lausanne, donnent quittance de 20 sols tournois gros d'argent, que leur remet Jacques de Choboani, étudiant anglais, qui avait reçu lui-même cet argent de Jacques de Pont St-Martin, dioc. de Lausanne, selon une attestation écrite de ce dernier.

Les procureurs et Pierre de Villarzel, fils de Guillaume et frère de Conon, ainsi que Guillaume Bergognonis, aubergiste (*hospitator*), promettent de faire parvenir ladite somme à Conon de Villarzel. Les procureurs et Pierre de Villarzel promettent à Guillaume de le tenir quitte de toute obligation. Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 88, f. 450 v^o.

8

1295, 8 mars

Raymond de Genève (*de Gibenis*), chanoine de St-Maurice d'Agaune, reçoit quittance du banquier Pierre d'Ascoli, pour une somme de 40 livres bol. qu'il avait été chargé de déposer auprès dudit banquier, au nom de Conon, fils de Guillaume de Villarzel, chevalier, de Richard, fils de Guillaume d'Everdes (*de Verdes*), de deux Italiens et de deux sœurs samaritaines. Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 88, f. 473 v^o.

9

1295, 14 octobre

Pierre d'Everdes (*de Verdix*), fils de Guillaume, chevalier, dioc. de Lausanne, et Guillaume, curé de Riddes (*de Rida*), dioc. de Sion, étudiants, empruntent solidairement à Lanfranco de Çandonari, de Pistoia, 26 livres bol. à 2 mois. Le premier contractant promet au second de le tenir quitte. Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 89, f. 79 v^o.

10

1296, 19 juillet

Guillaume d'Oron, chanoine de Lausanne, Gérard d'Oron, fils d'Amédée, Gérard Torney, de Vevey, Thomas Carpin, de Vevey, et un étudiant italien empruntent solidairement à Catino Amadoris et à Jean de Miçole, de Florence, 25 livres bolonaises à 4 mois. Guillaume d'Oron promet à ses co-débiteurs de les tenir quittes.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 91, f. 224 v^o.

11

1297, 1 juin

Guillaume d'Oron, chanoine de Lausanne, Gérard d'Oron, fils d'Amédée, un chanoine de Ste-Geneviève, Brochardus, fils d'Uldry, chanoine de St-Michel, Gérard de Vevey, fils de Gérard, Guillaume Chinuz (*Canuti*), de Lausanne, et un étudiant italien, empruntent solidairement à Jacques Panocle et à Dato Bartholomeo 25 livres bol. à 4 mois. Guillaume d'Oron promet à ses co-débiteurs de les tenir quittes.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 92, f. 478 r^o.

1298, 14 avril

Gérard d'Oron et un étudiant italien donnent procuration à Gérard de Vevey, à Guillaume de Lausanne, à Guarinus de Romanis, à Guillaume de Chiviero (ou Chiviaco) et à Pierre d'Hauteville (*de Altavilla*), de les représenter, collectivement ou individuellement, dans tous les procès et litiges avec pouvoir de recevoir pour eux les sommes d'argent et les livres qui leur sont ou leur seront dûs.

Or., Bologne, Arch. di Stato, *Mem. del Com.*, 94, f. 619 r°.

II

Notices biographiques*

Principales abréviations

ACV	Archives cantonales vaudoises, Lausanne.
AEV	Archives d'Etat du Valais, Sion.
AStM	Archives de l'Abbaye de St-Maurice.
AVal	Archives du chapitre de Valère, Sion.
Charleti	<i>Actorum Monasterii Agaun. ab abbate Charleti descriptorum libri I-III</i> (AStM).
<i>Min. maius</i>	<i>Minutarium maius</i> , registre de la chancellerie de l'Abbaye de St-Maurice, de 1240 à 1307 (AStM).
<i>Min. minus</i>	<i>Minutarium minus</i> , registre de la chancellerie de l'Abbaye de St-Maurice, de 1307 à 1330 (AStM).
<i>Reg. Mart. Sed.</i>	Registre du notaire <i>mag. Martinus de Seduno</i> , de 1275-1295 (AVal).
Rivaz	Collection de copies du chan. A.-J. de Rivaz (<i>Opera historica</i>) (AEV).
Roten, I-III	H.-A. von Roten, <i>Zur Zusammensetzung des Domkapitels von Sitten im Mittelalter</i> , dans <i>Vallesia</i> , I (1946), p. 43-68, II (1947), p. 45-62, III (1948), p. 81-126.

* Les notices biographiques ont été établies par Suzanne Stelling-Michaud.

Chanoines de St-Maurice

Gérard de Chastenay

Attesté comme étudiant à Bologne, le 15 juin 1294 (App. I, no. 3). D'une famille seigneuriale fribourgeoise (Châtonnaye), établie au XIII^e siècle à Ollon (dioc. de Lausanne), où l'Abbaye de St-Maurice avait des biens administrés par un vidomne. Gérard apparaît comme chanoine de St-Maurice de 1281 à 1293 (*Min. maius*, f. 94, 159, 167, 181, 239, 293, 340, 343, 352) et de 1295 à 1317 (*Min. maius*, f. 368, 380, 454, 464, 467 ; AStM, Tir. 33, paq. 1, no. 8 ; Tir. 34, paq. 1, no. 8 ; *ibid.*, Charleti, I, p. 244, 327 ; III, p. 6, 64 ; Rivaz, XII, p. 183, 517, 648) ; diacre en 1286 (AStM, Tir. 3, paq. 1, no. 1 ; Charleti, I, p. 234), recteur de la maison de St-Maurice à Vérossaz de 1296 à 1309 (AStM, Tir. 22, paq. 1, no. 1 ; Tir. 22, paq. 2, nos. 5-8 ; Charleti, I, p. 273), infirmier de l'Abbaye en 1306 (*Min. maius*, f. 464), recteur de la chapelle de Vérolliez (près de St-Maurice) de 1305 à 1313 (AStM, Tir. 60, paq. 1, no. 28 ; Tir. 63, paq. 4, nos. 1 et 2 ; *Min. maius*, f. 380), aumônier en 1316 (AStM, Tir. 33, paq. 3, no. 2) et recteur de N.-D. du Sex en 1316 (AStM, Tir. 63, paq. 2, no. 1).

Gérard de Chastenay fut *levator cartarum* de l'Abbaye de St-Maurice, d'octobre 1281 à avril 1291 (*Min. maius*, f. 159, 162, 167, 239, 352), année où il se rendit probablement à Bologne pour étudier le droit. Il ne semble pas avoir prononcé d'arbitrages. Le 8 août 1288, il assiste le prieur de St-Maurice, avec le chanoine Pierre de Villarzel, son futur condisciple à Bologne, et deux autres chanoines, dans un accord passé par ledit prieur avec le bailli du Chablais, au sujet des droits respectifs de l'abbé de St-Maurice et du comte de Savoie à Gryon (AStM, Tir. 38, paq. 1 ; *Liber Olloni*, f. 101 ; Charleti, I, p. 244 ; Rivaz, XII, p. 183).

Guillaume de Collombey

Attesté à Bologne les 9 juillet 1293, 15 septembre et 17 novembre 1294 (App. I, nos. 2, 4 et 6). D'une famille de ministériaux de l'Abbaye de St-Maurice (*Arch. hérald. suisses*, 39 (1925), p. 136). Fils de Henri de C., vidomne de Monthey (Gremaud, II, *passim*). Curé de Chamoson en 1289 (*Reg. Mart. Sed.*, f. 74). Cité comme chanoine et sacristain de St-Maurice en 1296 (Gremaud, II, no. 1087). Curé d'Ardon en 1301 (Tamini et Délèze, *Nouvel Essai de Vallesia Christiana*, p. 231). Guillaume fut désigné le 21 avril 1296, comme arbitre avec le prieur de St-Maurice, le curé de Bagnes et Jean de Liddes, dans un compromis pour régler un différend au sujet d'un fief, entre Antoine de la Tour, de St-Maurice, et Jean Panateir. La sentence fut confirmée, à la demande des parties, par Gédéon d'Aiguebelle, juge du comte en Chablais (Gremaud, II, no. 1087).

Jean de Collombey

Attesté à Bologne le 6 octobre 1294 (App. I, no. 5). Peut-être de la même famille que le précédent. Sous-diacre en 1275 (AStM, *Nomina Canonic.*), chanoine de St-Maurice de 1280 à 1288 (*Min. maius*, f. 138, 147, 162) et de 1295 à 1319 (*Min. maius*, f. 185, 272, 280, 362, 368 ; AStM, Tir. 3, paq. 1, no. 1 ; Charleti, I, p. 234, 334 ; Rivaz, XII, p. 191), curé de Choëx en 1280 (*Min. maius*, f. 147) et recteur de la maison de Choëx de 1313 à 1327 (Charleti, III, p. 6 ; Tamini et Délèze, *op. cit.*, p. 185). Il fut chargé, par les deux parties, le 18 juillet 1307, avec un chanoine de Tarentaise, de délimiter la vallée de Vallorsine entre l'Abbaye de St-Maurice et le prieuré de Chamonix (MDG, XIV, no. 305 ; *Reg. genevois*, no. 1609 : *Colombier*). Le 18 mai 1310, Jean représenta l'abbé de St-Maurice dans un différend avec le métrol de Villeneuve au sujet de la juridiction de Vouvry (AStM, Tir. 27, paq. 2, no. 4) ; enfin, il agit au nom de l'abbé, le 9 juin 1319, dans un accord entre les communes de Martigny et de Vollèges (Charleti, I, p. 334).

Raymond de Genève.

Attesté à Bologne les 12 janvier et 8 mars 1295 (App. I, nos. 7 et 8). Chanoine de St-Maurice de 1295 (documents bolonais) à 1309 (Charleti, I, p. 309 : *Reymundus de Gebenensio, can. S. Maur.*). Est peut-être identique à Raymond de St-Germain, d'une famille noble originaire du Bugey, établie à Genève au XIII^e siècle, qui est chanoine de St-Maurice de 1299 à 1340 (*Min. maius*, f. 423, 431, 452, 458, 465 ; Gremaud, III, nos. 1350, 1581 ; Roten, III, p. 103), *levator cartarum* à St-Maurice de 1299 à 1305 (*Min. maius*, f. 423, 452, 458) et recteur de la maison d'Ollon (*Min. maius*, f. 465 ; Gremaud, III, no. 1579). En 1301, Raymond est procureur de l'Abbaye de St-Maurice dans l'enquête (*ad instruendum et docendum*) sur la juridiction de l'abbé à Salvan et à Ottans (AStM, Tir. 15, paq. 2).

Pierre de Villarzel.

Attesté à Bologne les 15 juin et 6 octobre 1294, le 12 janvier 1295 (App. I, nos. 3, 5, 7). D'une famille noble vaudoise ; fils de Guillaume, chevalier, seigneur de Villarzel, mayor de Lucens (1277) et frère de Conon de Villarzel, prieur du couvent de St-Maire, à Lausanne (1301 à 1326). Pierre est sous-diacre et chanoine de St-Maurice de 1282 à 1289 (AStM, Tir. 19, paq. 3, no. 2 ; Tir. 3, paq. 1, no. 1 ; *Min. maius*, f. 236, 269, 281, 287 ; Charleti I, p. 234, 244 ; Rivaz, XII, p. 167, 183) et de 1296 à 1330 (*Min. maius*, f. 378, 379, 438 ; *Min. minus*, f. 14-15, 43, 79, 83 ; AStM, Tir. 38, paq. 1, no. 2 ; Charleti, I, p. 326 ; Rivaz, XII, p. 647), procureur ou économe de l'Abbaye en 1297 (AStM, Tir. 38, paq. 1, no. 2 ; *ibid.*, *Liber Olloni*, f. 103 ; Charleti, I,

p. 277), recteur de la maison de St-Maurice à Oron-la-Ville en 1292 et de 1303 à 1330 (AStM, Tir. 49, pag. 3, no. 4 ; *Min. maius*, f. 438 ; *Min. minus*, f. 14-15, 43, 79, 83 ; Charleti, III, p. 6 ; ACV, *Rec. cop. Oron*, I, 135, 145 ; Mottaz, *Dict. hist. vaud.*, II, p. 376) ; il apparaît comme *levator cartarum* à St-Maurice en 1288 et de 1296 à 1328 (*Min. maius*, f. 269, 378, 379 ; *Min. minus*, f. 14-15, 43, 79, 83).

Pierre déploya une certaine activité juridique. Il assista, le 8 août 1288, le prieur de St-Maurice, avec le chanoine Gérard de Chastenay, dans l'accord passé par le prieur avec le bailli de Chablais au sujet de la juridiction à Gryon (cf. la notice sur Gérard de Chastenay). Pierre représenta, le 6 avril 1309, l'abbé de St-Maurice, dans un accord passé entre celui-ci et les héritiers de Nicolas de Billens, d'une part, et l'abbé de Hautcrêt, d'autre part, concernant certaines dîmes (ACV, *Rec. cop. Oron*, I, 135). Le 13 janvier 1315, Pierre fut chargé par frère Gérard de Bussy, procureur de Conon de Villarzel, prieur de St-Maire, de lire le texte de l'appel interjeté par ce dernier au St-Siège contre la sentence d'excommunication dont il avait été l'objet de la part du chapitre de Lausanne (ACV, C VI i 19) ; enfin, Pierre représenta l'abbé de St-Maurice, le 4 juillet 1327, dans un accord passé entre les couvents de Hautcrêt et de St-Maurice et portant obligation, pour les hommes d'Auborenges, d'aller moudre au couvent de Hauterêt (ACV, *Rec. cop. Oron*, I, 145).

Chanoines de Sion

Nicolas de Clarens.

Attesté à Bologne le 15 juin 1294 (App. I, no. 3) comme curé de Bex. De la famille des mayors de Clarens. Curé de Bex de 1270 à 1286, le 11 avril 1292, puis de janvier 1295 à 1309 (*Min. maius*, f. 10, 77, 80, 83, 84, 130, 138, 159, 464 ; AStM, Tir. 60, pag. 1, no. 16 ; Tir. 36, pag. 1, no. 12 ; Tir. 42, pag. 5, no. 68 ; Rivaz, XII, p. 391, XVI, p. 658 ; Gremaud, II, nos. 1122, 1142, III, no. 1159). Nicolas semble avoir été absent, sans doute pour faire ses études de droit à Bologne, de 1287 à fin 1294, avec une apparition dans sa cure en 1292. Son absence pendant cette période de huit ans est confirmée également par les dates des actes qu'il a passés, à Bex, en qualité de *levator cartarum* pour le compte de la chancellerie de l'Abbaye de St-Maurice, de février 1270 à décembre 1286 (*Min. maius*, f. 76, 78-80, 83, 85, 86, 93, 127, 129, 135, 139-141, 207, 216, 221, 222, 239, 244, 271, 273, 276), puis de nouveau en janvier 1295 (*Ibid.*, f. 373). Official de l'évêque de Sion, de 1302 à décembre 1308 (AStM, *Chartes non classées* ; Gremaud III, nos. 1209, 1284), Nicolas figure comme chanoine dès le 19 mai 1307 (*Min. maius*, f. 464 ; Gremaud, III,

no. 1280) ; procureur du chapitre, le 5 février 1308, pour la concession à deux clercs du droit de lever des chartes dans la paroisse de Loèche (Gremaud, III, nos. 1268 et 1269). Nicolas testa, le 16 décembre 1309, à Valère (Gremaud, III, no. 1305), désignant comme exécuteurs testamentaires le doyen de Valère et son ancien condisciple à Bologne, le Veveysan Gérard Torney. Nicolas légua ses livres (*libros meos*) à ses neveux, Nicolas et Guillaume (Cf. sur la carrière de ces deux personnages, Roten, I, p. 65). Il mourut le 18 décembre 1309 (Gremaud, II, no. 1152 (*Nécrologe de Sion*), p. 577) et fut enterré *in claustro ecclesie beate Marie Sedunensis* (AVal., vol. XI, f. 45 (*Reg. Joh. de Auborenges*)).

Nicolas de Clarens a prononcé un certain nombre d'arbitrages, dans lesquels on décèle aisément l'influence de ses études juridiques. Voici le détail de trois compromis et arbitrages inédits. Le 11 avril 1292, il est désigné comme surarbitre (*medius*) par Jean de Bex, damoiseau, et Pierre Binfate, de Bex (avec Pierre de Lutry, chanoine de Lausanne et aumônier de St-Maurice, et le chevalier Guillaume de Bagnes comme arbitres) pour régler un différend entre les deux parties au sujet de l'hommage que Jean de Bex revendiquait de Pierre par droit de dévolution, ce que ce dernier contestait. La sentence arbitrale est prononcée en faveur de Jean de Bex (*Min. maius*, f. 338). Le 4 avril 1297, Nicolas est l'arbitre de Jordane de Cossonay, détentrice du vidomnat d'Ollon, dans un différend avec l'abbé de St-Maurice, qui désigne deux chanoines comme arbitres, au sujet des droits de l'abbé à Ollon (AStM, Tir. 41, pag. 1, no. 4 ; Rivaz, XVI, p. 658). Le 17 mai 1297, Nicolas reçoit pouvoir de l'évêque et du chapitre de Sion de conclure un accord avec l'abbé de St-Maurice pour régler un litige surgi entre l'Abbaye et lui, Nicolas, au sujet du patronat de la chapelle de Gryon, que le curé de Bex prétendait fondée dans les limites de sa paroisse (Charleti, I, p. 285 ; Rivaz, XVI, p. 658). Le 26 septembre 1297, les arbitres désignés par les parties (Gérard d'Oron, doyen de Valère, Pierre Silvestri, procureur du comte de Savoie, et Gérard Torney, de Vevey) prononcent que la chapelle de Gryon appartient à l'Abbaye de St-Maurice, mais que celle-ci payera un cens annuel de 40 sous maur. au curé de Bex (AStM, Tir. 36 ; Rivaz, XVI, p. 658, XII, p. 391-394). En qualité de surarbitre dans un compromis entre le chapitre de Sion et le donzel Aymon de Montjovet au sujet du testament du chanoine Pierre de Montjovet, Nicolas prononce la sentence, le 10 septembre 1301, *secundum consuetudinem terre Valesii* (Gremaud, II, no. 1142). Le 30 mai 1301, dans un différend entre la veuve du chevalier Jacques d'Anniviers et deux habitants de Villeneuve et de Granges, au sujet de droits et de biens dûs à ladite veuve par Louis d'Anniviers, Nicolas prononce arbitralement avec Guillaume, curé d'Anniviers, et François Quarterii, en faveur de la veuve (Gremaud, III, no. 1159).

Gérard (II) d'Oron, dit de Bossonens.

Attesté à Bologne les 19 juillet, 1^{er} juin 1297 et 14 avril 1298 (App. I, nos. 10, 11 et 12). D'une famille seigneuriale vaudoise qui donna trois dignitaires à l'église de Sion (Roten, III, p. 92 ; M. Reymond, *Dignitaires*, p. 403). Neveu de Gérard (I) d'Oron, doyen de Valère (1282-1308), à qui il succéda, Gérard (II) légua le 12 avril 1326, à son fils naturel, Rodolphe de Bossonens, seigneur d'Attalens, les biens qu'il avait hérités lui-même de son oncle (ACV, *Rec. cop. Vevey*, I, 124). A la fin de sa vie, il fit de nombreuses donations et des legs pies (J. F. Kirsch, *La fiscalité pontificale dans les dioc. de Laus., Genève et Sion à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle*, dans *Rev. d'hist. ecclés. suisse*, II (1908), p. 43), puis il devint frère-prêcheur et créa la bibliothèque du couvent des dominicains à Lausanne (A Ville Laus., *Obit. Domin.* C 159, f. 61 ^{ro} ; ACV, *Rec. cop. Oron*, I, 165 ; *Rec. cop. Lausanne*, 1402). Il mourut le 3 ou le 5 mai 1352 (*Necr. Laus.*, p. 136, 137). Il fut chanoine de Lausanne de 1307 à 1345, vicaire de l'évêque de Lausanne en 1345, curé et doyen d'Attalens avant 1318, et recteur de l'hôpital de N.-D. de Lausanne, en 1350 (il serait trop long de donner ici les nombreuses références concernant les bénéfices vaudois de Gérard d'Oron ; on les trouvera dans l'ouvrage d'ensemble que l'auteur prépare sur l'Université de Bologne et la formation de l'élite juridique dans nos régions, au XIII^e et dans la première moitié du XIV^e siècle). En Valais, Gérard d'Oron revêtit les dignités de chanoine de Sion dès 1308 (*Reg. Clem. V*, 3, no. 3095 ; Mollat, *Lettres communes de Jean XXII*, 5, no. 22099 ; Gremaud, III, no. 1525) et de doyen de Valère, de 1308 à sa mort (*Reg. Clem. V*, 3, nos. 2537, 2538, 3131 ; Mollat, *op. cit.*, no. 7064 ; Gremaud, III-V, *index* ; AVal, *Minut. divers. notar.*, f. 7 ^{vo} ; *ibid.*, *Reg. Joh. Mummeliani*, f. 17, 99 ; Charleti, I, 376 ; ACV, C IV 192, 236, 257 ^{vo}, 282 ; C V a 599, 679 bis ; Ac 3, f. 41, 146 ^{vo} ; *Rec. cop. Laus.*, 1318, 1324, 1327, 1349, ad 1442, 2606 1^{re} lettre ; *Rec. cop. Moudon*, I, ad 3, ad 46 ; *Rec. cop. Vevey*, I, 116). Gérard fut encore chanoine de Bayeux, de 1319 à 1321 (Mollat, *op. cit.*, II, no. 9171 ; III, no. 13476) et de Verdun, de 1319 à 1325 (Mollat, *op. cit.*, II, no. 9569 ; V, no. 22099).

Dans le diocèse de Sion, où il ne résida guère, Gérard d'Oron n'eut qu'une activité limitée, alors qu'il joua un rôle considérable dans le diocèse de Lausanne, comme conseiller de Louis II de Savoie, seigneur de Vaud. De 1310 à 1313, Gérard fut collecteur, pour le diocèse de Sion, de la décime accordée au pape Clément V (Kirsch, *op. cit.*, 105). Le 9 mars 1323, il est l'un des quatre mansars de Viège (Gremaud, III, no. 1465) ; le 29 juillet 1330, il figure, comme exécuteur testamentaire du chanoine de Sion Jean de Thora (Gremaud, III, no. 1583) et, le 21 octobre 1331, il est vidomne de Vex (Gremaud, IV, no. 1659).

Guillaume d'Oron.

Attesté à Bologne les 19 juillet 1296 et 1er juin 1297, comme chanoine de Lausanne (App. I, nos. 10 et 11). Cousin au deuxième degré de Gérard II d'Oron, dont il fut le compagnon et le condisciple à Bologne ; frère de Pierre, évêque de Lausanne (de 1313 à 1323) (Roten, III, p. 93 ; Reymond, *Dignitaires*, p. 404 ; Gingins-La-Sarra, *Avouerie... de Vevey*, dans *MDR*, XVIII, *Table généal.*). Chanoine et chantre de Lausanne en 1293 (ACV, C V a 266). Cité comme chanoine de Sion en 1292 et en 1301 (*Reg. Mart. Sed.*, f. 84 : Gremaud, III, no. 1170) ; doyen d'Ogo de 1295 à 1298 (Fribourg, Arch. d'Etat, *Collège*, no. 1 ; *Part-Dieu*, G no. 6) et doyen de Könitz en 1313 (Gingins, *loc. cit.* ; l'origine de ce renseignement n'a pas pu être établie). Guillaume mourut le 9 novembre 1321 (*Necr. Laus.*, p. 207 : *subdyaconus* ; ACV, C V b 44).

Conrad de la Tour.

Attesté à Bologne, le 15 septembre 1279 (App. I, no. 1), où il rédigea son testament en qualité de doyen de Valère. D'une famille bourgeoise d'Ivrée (Roten, II, p. 58). Chanoine de Sion de 1261 à 1273 (Gremaud, *Chartes sed.*, dans *MDR*, XVIII, no. 58 ; Gremaud, II, nos. 676, 748, 782, 805), doyen de Valère, du 26 mai 1273 au 21 mai 1278 (Gremaud, II, nos. 807, 823, 830, 859, 865, 869 ; Tamini et Délèze, *op. cit.*, p. 94 ; *Reg. Mart. Sed.*, f. 15 et 16). Conrad passa environ une année à Bologne, où il mourut vraisemblablement, car il n'apparaît plus dans les documents valaisans et ne figure pas dans le nécrologe de Sion.

Avant d'aller à Bologne, il avait été exécuteur testamentaire d'Aymon de Venthône, doyen de Valère, en 1266 (Gremaud, *Chartes sed.*, no. 58), de Rodolphe de Valpelline, évêque de Sion, en 1271 (Gremaud, II, no. 782), et du chanoine Nicolas de Bagnes, le 14 avril 1278 (Gremaud, II, no. 865 ; *Reg. Mart. Sed.*, f. 11-13). D'août à décembre 1277, Conrad fut le collecteur de la dîme papale pour le diocèse de Sion (Gremaud, II, no. 858 ; *Reg. Mart. Sed.*, f. 5-7). Dans le dernier document valaisan où il figure, le 13 mai 1278, Conrad est juge délégué du chantre Normandus dans le procès de Rodolphe, donzel de Briens, contre plusieurs personnes des diocèses de Lausanne et de Constance, qui lui avaient extorqué de l'argent (*Reg. Mart. Sed.*, f. 14).

Clergé à charge d'âmes

Guillaume, curé de Riddes.

Attesté à Bologne, le 14 octobre 1295, comme curé de Riddes (*de Rida*), dioc. de Sion (App. I, no. 9). Guillaume posséda cette cure de 1287 à 1298 (*Min. maius*, f. 281 ; AVal., no. 10081 ; Gremaud, II, no. 1114 ; Tamini et

Délèze, *op. cit.*, p. 227) ; il fut ensuite chapelain de l'évêque d'Aoste en 1303 (J.-A. Duc, *Histoire de l'église d'Aoste*, III, p. 242) et chanoine d'Aoste de 1309 à 1318 (*Ibid.*, p. 272, 282, 285, 317).

Notaires publics

Jean Fabri.

Attesté à Bologne, le 15 septembre 1279, sous le nom de *Johannes Johanne* (sic) *de S. Mauricio*, comme témoin de Conrad de la Tour, doyen de Valère (App. I, no. 1). Il s'agit très probablement du futur notaire impérial Jean Fabri qui appartenait à une importante famille de St-Maurice (*Armorial val.*, p. 91 ; S. Furrer, *Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis*, III, p. 94, 97). Attesté comme *clericus* dès juillet 1278 (*Min. maius*, f. 94), il fut *levator cartarum* de la chancellerie de St-Maurice en novembre 1278, puis de mars 1283 au 25 novembre 1291 (*Min. maius*, f. 99, 179-331 : 74 actes rédigés par Jean Fabri). Ses études à Bologne se placent donc entre la fin de 1278 et la fin de 1281. De 1283 à 1286, il porte le titre de *scriptor* de St-Maurice (*Min. maius*, f. 178, 183, 234, 235, 321, 322). Notaire et *juratus* de la cour du comte de Savoie *ad levandam cartas*, du 13 décembre 1281 au 16 novembre 1292 (AStM, *Chartes non classées*, 13 déc. 1281, 16 nov. 1292 ; Tir. 5, paq. 2, no. 2 ; tir. 9, paq. 1, no. 2 ; tir. 12, paq. 4, no. 1 ; tir. 20, paq. 1 ; tir. 25, paq. 2, no. 1 ; tir. 33, paq. 6, no. 2 ; tir. 35, paq. 1, no. 8 ; tir. 36, paq. 1 ; tir. 60, paq. 1, no. 21 ; tir. 82). Jean Fabri instrumenta surtout en qualité de *notarius levator cartarum* pour l'Abbaye de St-Maurice, de 1291 à 1297 (*Min. maius*, f. 348, 358, 363, 370, 397, 398 ; Furrer, III, p. 94, 97). Il apparaît comme notaire impérial et notaire public (*auctoritate sacri imperialis palatii publicusque notarius*), du 30 mai 1293 à juin 1299 (*Min. maius*, f. 407, 414 ; AStM, tir. 60, paq. 1, no. 22 ; *ibid.*, *Chartes non classées*, 13 septembre 1295 ; Rivaz, XII, p. 394).

III

Inventaire sommaire des manuscrits juridiques du XIII^e et du début du XIV^e siècles, conservés aux Archives du Chapitre de Valère, à la Bibliothèque cantonale de Sion et aux Archives de l'Abbaye de St-Maurice.

Archives de Valère

Droit canon.

1. Les *Décrétales de Grégoire IX* avec la glose ordinaire de Bernard de Parme. (Peut-être identique au no. 2 du catalogue de Guillaume de St-Maurice).

Parchemin, XIII^e siècle, couverture en bois avec chaîne, non folioté ; texte sur 2 colonnes à 5,5-6 cm. et 45 lignes, encadré par la glose. Miniatures en tête de chaque livre, lettrines enluminées et rinceaux. Exemplaire de travail ayant appartenu à un étudiant de Bologne. Nombreuses corrections interlinéaires et marginales ; gloses d'une main postérieure au bas des pages (écrites entre 1378 et 1394, à en juger par une note, à la fin de l'ouvrage, où le scribe a inscrit les dates des papes du schisme jusqu'à l'élection de Benoît XIII) ; principaux sigles : *Jo An.* (Johannes Andree), *Innoc.* (Innocent IV), *G* ou *Go* (Goffredus de Trano), *Pa* ou *Paulus*, *Ostien.*, *Hostien.* (*Hostiensis*), *Pe.*, *P.* *Pisanus*, *Hug.*

Inscription au verso de la dernière page : ...*ego Petrus Cochardi, decretorum licenciatus, can. Sedun., vendidi presentes Decretales dno. Claudio Brunerii, in utroque licenciato, pretio inter nos convento, quod pretium habuisse confiteor... Datum die XIIa augusti Anno Domini MCCCCLXVIIIo.*

(Sur les chanoines Pierre Cochard et Claude Brunner, cf. Roten, I, 59, 66 et D. Imesch, *Das Domkapitel von Sitten* z. Z. des Kard. M. Schiner, dans *Blätter aus d. Walliser-Gesch.*, VI (1928), p. 58-59 ; ce manuscrit est mentionné par Imesch, p. 59).

2. *Décret de Gratien (Decretorum discordantium concordia)* avec la glose ordinaire de Bartholomeo de Brescia.

Parchemin, XIII^e siècle, grand format, couverture en bois avec chaîne, non folioté, texte sur 2 colonnes à 5,5 cm. et 55 lignes, encadré par la glose (encadrement double d'un type inusité à Bologne). Gloses interlinéaires et marginales d'une main postérieure ; principaux sigles : *Jo*, *Johannes*, *B.*, *H.*

Inscription au verso de la dernière page : *anno MCCCCLXIII die XIV martii d...relicta dni. Jacobi de Verde [ou Herde?], lic. in legibus, [presentem] Decreti librum vendidit dno Claudio Brunerii, in [utroque jure] licenciato, pretio sex scutorum argenti Sabaudie.* (Ce manuscrit est mentionné par Imesch, *art. cit.*, p. 59. Je n'ai pas trouvé, en revanche, le *Jus canonicum*, acheté, le 14 février 1463, par Cl. Brunner pour 3 livres, et mentionné par Imesch).

3. *Apparatus in quinque libros Decretalium* d'Innocent IV.

Parchemin, XIII^e siècle, grand format, couverture en bois avec chaîne, non folioté, texte sur 2 colonnes à 9-9,5 cm. et 65 lignes. Exemple à pièces (*peciae*) numérotées par livre, selon la méthode bolognaise. Corrections du *peciarius* et du copiste. Gloses marginales d'une main postérieure ; principaux sigles : *G*, *Gof.* (Goffredus de Trano), *Hosti.*, *Jo.*, *J. de B.* (Jacobus de Belvisio), *Hug.*, *Alber.*, *Ro* ou *Rodoy.* (Rodoicus Modicipassus), *Di* (Dino da Mugello), *Odo.* (Odofredus), *Vinc.* (Vincentius Hispanus).

4. *Recueil de divers ouvrages de droit canon.*

a. *Décrétales de Clément V.*

Parchemin, première moitié du XIV^e siècle, non folioté, 44 pages, texte sur 2 colonnes à 7,5 cm. et 37-39 lignes, avec quelques corrections marginales.

b. f. 1r^o-65r^o : *Tractatus de censura ecclesiastica [et interdicti] per dm. Johannem de Legniano* (Giovanni da Legnano) *de Mediolano, utriusque juris doctorem, anno 1370.* Papier XV^e siècle.

c. f. 65v^o-66r^o : *Rubrica Clementinorum* ; f. 66r^o : *Censure ecclesiastice [tabula]*.

f. 66v^o-78r^o : *Lecture arboris consanguinitatis et affinitatis de Johannes de Deo Hispanus.*

d. f. 81r^o-87v^o : *Summula quarti libri Decretalium de sponsalibus et matrimonio* (de Jean d'André ?).

e. f. 88r^o-164v^o : *Bulles de divers papes, de Benoît XI à Jean XXII.*

Droit civil.

5. *Les Institutes de Justinien* avec la glose ordinaire d'Accurse.

Parchemin, XIII^e siècle, couverture en bois avec chaîne, texte sur 2 colonnes à 4,5-5cm. et 46 lignes, encadré par la glose. Exemple de travail avec de nombreuses corrections et annotations, signes marginaux et vers mnémotechniques.

Inscription au recto de la dernière page : *Ego Humbertus de Turvillione vendidi presentem librum venerabili viro Claudio Brunerii, of-*

ficiali Sedunen., cujus solutionem venditionis libri confiteor recepisse anno Dni. MCCCCLXIII mense februario ; au verso de la même page : iste liber est dno. Claudio Brunerii, utriusque juris licenciato. (Ce manuscrit n'est pas mentionné par Imesch).

6. *Le Code de Justinien avec la glose ordinaire d'Accurse.*

Parchemin, XIII^e siècle, couverture en bois avec chaîne, non folioté, texte sur 2 colonnes à 6-6,5 cm. et 48 lignes, encadré par la glose. Gloses marginales d'une main postérieure ; principaux sigles : *Chy.* (Cino da Pistoia), *Odo et Odoj.*, *Petrus, Ja. But.* (Butrigarius), *Oldrachus* (Oldrado da Ponte), *Bertr. Saporis, Bertr. de Scandalis, Ja. de Ra. (de Ravanis = J. de Révigny), Petrus de Bellapertica* (Belleperche), *Petrus Cavelli* (= Calvelli), *Evrardus Scaraboti* (Arnaldus Scaraboti ?), *Hugo Barroti, Jac. de Bellovisu, Guido de Su.* (Suzaria), *Rigualdus, Pe. Rigualdi, Ja. de Harenis* (= Arena), *Guill. de Cuno* (Cuneo), *doctores* ou *doctores moderni, doctores tholo[sani]*.

7. *L'Infortiat et les Tres partes avec la glose ordinaire d'Accurse.*

Parchemin, XIII^e siècle, couverture en bois avec chaîne, non folioté, texte sur 2 colonnes à 6-7,5 cm. et 45-47 lignes, encadré par la glose. Adjonction de gloses d'une main postérieure ; principaux sigles : *Dy.* (Dino da Mugello), *Hostien., Ja. de Arena, Perticus et Pertica, P. de Bellepertica, Oldracus, Pe. Rav., Chi. et Cy., Rey., doctores, doctores moderni, Pe. et Pa., Petrus, D. Ys.* (Johannes de Deo Hispanus), *Ja. de Bellovisu, Thomas, Odo de Senis, P. de Petrusia* (Petrus de Ubaldis de Perusio), *B. de Deocio* (Bertrandus de Deucio).

8. *Liber de ordine judiciorum* de Rofredus Beneventanus.

Parchemin, fin du XIII^e siècle ou début XIV^e siècle, 188 fol., texte sur 2 colonnes à 7,5 cm. et 77 lignes ; lettrines enluminées, première page encadrée d'ornements et de figures. Annotations marginales de la fin du XV^e ou du début du XVI^e siècle.

9. *Recueil de divers ouvrages de droit civil.*

Parchemin, fin du XIII^e ou début du XIV^e siècle, couverture en bois avec chaîne, 528 fol.

a. f. 1-80 : [*Dissensiones dominorum* de Hugolinus].

f. 81-106 : *Quaestiones* dont un certain nombre (f. 101-106) de Johannes Bassianus.

b. f. 106-137, 215-228 : *Quaestiones de facto* de Rofredus Beneventanus.

c. f. 138-151 : un autre groupe de *Questions* non identifiées.

d. f. 151-213 : *De libellis et ordine judiciorum* de Rofredus Beneventanus.

e. f. 235-250 : *Summa arboris actionum* de Pontius de Herda.

- f. f. 251-282 : 3 fragments de commentaires non identifiés.
- g. f. 283-344 : *Brocarda d'Azon*
(sur 3 colonnes, d'une autre main que le reste du manuscrit).
- h. f. 345 : *Incipit tabula (?) de testibus recipiendis vel non et de eorum officio* d'Alberico de Porta Ravennate (sur 3 colonnes).
- i. f. 346-377 : *Libellus disputatorius* [de Johannes Bassianus].
- j. f. 379-397 : Fragment d'un *Vocabulaire juridique* (sur 4 colonnes).
- k. f. 399-434 : *Notabilia ex omni corpore juris* (sur 4 colonnes).
- l. f. 435-442 : *Codicis Justiniani liber primus de emendatione* (sur 4 colonnes).
- m. f. 443-465 : Fragment d'un *Ordo judicarius*.
- n. f. 467-528 : 3 groupes de *Quaestiones de facto* non identifiées.

Bibliothèque cantonale de Sion

10. *Summa Goffredi* [de Trano] *super rubricis Decretalium*.
(Collection Supersaxo, Ms. S. 104).

Parchemin, fin du XIII^e ou début du XIV^e siècle, 164 fol., texte sur 2 colonnes à 6,5-7 cm. et 53 lignes. Initiale ornée au début de chacun des 5 livres. Texte corrigé par plusieurs mains.

Inscription au fol. 164^v : *Iste liber est Georgii de Saluciis, decani Aniciensis, pretio quinque florenum.*

Archives de l'Abbaye de St-Maurice

11. Fragment des *Décrétales de Grégoire IX* avec la glose ordinaire de Bernard de Parme (Constitution d'Alexandre III *De consecratione ecclesie vel altaris* = l. III, tit. 40).

Parchemin, fin XIII^e siècle, texte sur 2 colonnes à 6-6,5 cm. et 44 lignes, encadré par la glose.

Adjonctions marginales de l'époque ; sigles : *Jo. de A.* (Johannes de Anguissola ?). Une indication de pièce, très effacée : *XIII p^a*.

A la glose *Consulisti*, annotation au bas de la page, avec allusion aux statuts de Bologne : « *Statutum est in civitate Bonon. quod quicumque inventus fuerit extra domum suam portandum arma, quod ipse solvat C. libr.* », etc.